



# Femmes et diplômées : éducation et autonomisation féminine dans le Pérou du XIXe siècle

Lissell Quiroz

## ► To cite this version:

Lissell Quiroz. Femmes et diplômées : éducation et autonomisation féminine dans le Pérou du XIXe siècle. Caravelle. Cahiers du monde hispanique et luso-brésilien, 2016, 106, pp.45-60. 10.4000/caravelle.1928 . hal-01993307

**HAL Id: hal-01993307**

**<https://normandie-univ.hal.science/hal-01993307>**

Submitted on 16 Mar 2022

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## Femmes et diplômées : éducation et autonomisation féminine dans le Pérou du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>1</sup>

**Lissell QUIROZ-PÉREZ**  
Université de Rouen

L'éducation fut l'un des thèmes de prédilection des penseurs et des philosophes des Lumières. La Couronne espagnole avait d'ailleurs entamé dans ce domaine une série de réformes qui furent interrompues par les révolutions atlantiques. Dès la fin des guerres d'Indépendance, le gouvernement péruvien reprend à son compte l'effort en matière éducative. L'instruction apparaît en effet comme le socle de la nouvelle société qu'il faut bâtir. Elle est aussi l'arme mobilisée pour civiliser et moderniser le pays. Mais l'éducation dont il est question alors n'est pas conçue sur une base égalitaire, elle est pensée en relation avec le rôle social de chaque groupe. Au centre de ce système se trouvent les citoyens, et l'effort éducatif concerne en premier lieu les hommes. Dans la lignée de l'honnête homme des Lumières, le modèle du citoyen du XIX<sup>e</sup> siècle est un être instruit, rationnel et citoyen. Et après le foyer, l'école est le lieu privilégié pour le former. Cependant, l'instruction républicaine s'adresse aux autres populations. C'est le cas des mères des futurs citoyens qui procurent à ces derniers « les premiers rudiments du savoir », notamment l'éducation religieuse<sup>2</sup>. Aussi, le gouvernement péruvien fait construire dès 1825 une école de filles qui devient l'année suivante l'École Centrale Lancastérienne<sup>3</sup>.

---

<sup>1</sup> Une version préliminaire de ce texte abordant certains des aspects développés dans cette étude a été présentée et discutée lors du 37<sup>e</sup> congrès de la SHF qui s'est tenu à Bordeaux en juin 2015.

<sup>2</sup> Sur ce sujet, cf. Lionetti, L., « La educación de las mujeres en América Latina: formadoras de ciudadanos », in : Morant, I. (dir.), *Historia de las mujeres en España y América Latina*, III. *Del siglo XIX a los umbrales del XX*. Madrid: Cátedra, 2006, p. 849-869.

<sup>3</sup> Villavicencio, M., *Del silencio a la palabra: mujeres peruanas en los siglos XIX y XX*, Lima, Centro de la Mujer Peruana Flora Tristán, 1992, p. 35-36.

Cet article analyse le rôle de l'éducation féminine dans le processus d'autonomisation des femmes péruviennes du XIX<sup>e</sup> siècle. Car l'accès des femmes à l'instruction n'est pas nécessairement automatique ni vertueux, il répond à des logiques plus complexes, dépendantes de la société qui le produit. Le modèle éducatif en vigueur au XIX<sup>e</sup> siècle n'est pas pensé en priorité pour les femmes et leur entrée est donc dans un premier temps fortuite et contingente. Pour autant, l'appropriation par les femmes de pans de la culture valorisée et légitime permet à certaines d'entre elles d'ouvrir de nouvelles perspectives et de réorienter le système. C'est ce processus qui est analysé ici. L'accès aux études et plus spécifiquement au diplôme représente en effet un premier jalon dans le processus de l'émancipation féminine. D'un côté, il permet une ouverture d'esprit et de l'autre il représente une brèche par laquelle les femmes parviennent à trouver une place dans l'espace public. Les institutrices et les sages-femmes sont les premières à franchir ce pas sans pour autant ébranler l'ordre établi, dans la mesure où elles se positionnent dans des domaines qui leur sont a priori réservés. L'étude de ces cas spécifiques est loin d'être anecdotique, elle permet d'affiner le regard sur l'histoire de l'éducation dans le Pérou républicain. Les travaux sur ce sujet sont en plein développement depuis le début de ce siècle et nous avons un exemple dans ce dossier avec l'article d'Antonio Espinoza<sup>4</sup>. Les recherches sur le sujet de l'éducation au féminin sont en revanche beaucoup moins nombreuses et correspondent aux contours du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>5</sup>. Cet article se propose donc d'apporter une contribution à cette histoire en examinant le cas des institutrices et des sages-femmes. La première partie est consacrée à l'éducation primaire féminine des élites péruviennes. La deuxième explore la possibilité que l'enseignement offre à certaines femmes d'échapper au destin du foyer. Quant à la troisième, elle s'intéresse au cas particulier des sages-femmes.

### L'éducation féminine des élites dans le Pérou du XIX<sup>e</sup> siècle

L'éducation avait été au cœur des préoccupations des hommes de lettres des Lumières. Attentifs aux débats européens sur cette question, les *ilustrados* péruviens s'emparent de l'idée que l'éducation peut être un instrument pour perfectionner et réformer la nature humaine. Dans un contexte d'intense effervescence politique, l'éducation apparaît également comme l'outil par excellence pour construire un nouveau régime.

<sup>4</sup> Sur ce point, cf. aussi : Espinoza G. A., *Education and the state in modern Peru: primary schooling in Lima, 1821- c. 1921*, New York, Palgrave Macmillan, 2013 ; Cahuana Córdova, J. A., « ¿Educar al indígena? El Partido Civil y los jóvenes reformistas a inicios de la República Aristocrática », *Histórica*, vol. 38, n° 1, jul. 2014, p. 85-127.

<sup>5</sup> Rosas Lauro, Cl., « Educando al bello sexo: la mujer en el discurso ilustrado », in: O'Phelan Godoy, S. (comp.), *El Perú en el siglo XVIII: la Era Borbónica*, Lima, PUCP-Instituto Riva-Agüero, 1999, p. 369-413 y Valladares Chamorro, O., « La incursión de las mujeres a los estudios universitarios en el Perú: 1875-1908 », *Cuadernos del Instituto Antonio de Nebrija*, vol. 15, n° 1, 2012, p. 105-123.

Au début de la décennie 1820, les héritiers des Lumières – arrivés au pouvoir après l'Indépendance – voient la possibilité de mettre en pratique les idées et les théories développées depuis la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle en matière d'éducation. Il s'agit d'ailleurs de l'une des mesures phares des premiers gouvernements, comme le rappelle le préambule au décret établissant l'École Normale de garçons :

*Sin educación no hay sociedad: los hombres que carecen de ella, pueden muy bien vivir reunidos, pero sin conocer la extensión de los deberes y derechos que los ligan, en cuya reciprocidad consiste su bienestar. La perfección de aquella obra es lenta por su naturaleza: ella depende del tiempo, de la perseverancia, del sistema de Gobierno, y de otras circunstancias físicas y morales, que es preciso se combinen, para que la educación de un pueblo sirva de apoyo a las instituciones que se le den. Entre los votos del Gobierno, ninguno ha sido más ardiente y eficaz desde que se instaló, que el de reformar la educación pública, única garantía invariable del destino a que somos llamados<sup>6</sup>.*

L'éducation est par conséquent d'abord une affaire masculine et le mot *hombres* n'est pas à prendre comme un terme générique désignant l'ensemble de la population. La nouvelle société à bâtir suppose la présence de citoyens éclairés et c'est d'abord pour eux qu'est pensée l'école républicaine. La priorité des hommes au pouvoir est de forger des citoyens instruits qui puissent servir leur patrie et hisser le Pérou au rang des nations modernes. En dépit de cela, l'effort éducatif déborde rapidement le seul horizon masculin et s'adresse aussi aux femmes, non pas en tant que citoyennes mais en tant que mères des futurs citoyens. Depuis la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle en effet, les hommes des Lumières ont déjà posé les premiers jalons de l'éducation destinée aux femmes. Comme le note Claudia Rosas, plus que l'instruction proprement dite, ce qui intéresse les médecins et les philosophes des Lumières est de leur fournir un modèle d'identification censé correspondre à leur nature<sup>7</sup>. L'éducation du *bello sexo* s'organise alors comme une préparation au mariage, à la gestion du foyer et à la maternité. La République péruvienne naissante reprend à son compte le modèle élaboré quelques décennies auparavant et encourage la création d'établissements de formation féminins. Dès le 6 octobre 1825, le gouvernement ordonne la création d'une école de filles :

*Deseando eficazmente que la generación que comienza a existir bajo de los auspicios de la libertad, adquiera la educación y virtudes tan necesarias en las repúblicas, ha propendido, por cuantos medios han estado a sus alcances, a restaurar y mejorar los establecimientos de instrucción pública con respecto a los varones; pero creyéndose no menos obligado a emplear el mismo celo por relativo al otro sexo, del cual depende, en gran parte, la moral y espíritu religioso de los que la providencia suprema coloca al frente de los pueblos para dirigirlos e ilustrarlos y estando llamado el de esta República a ocupar un lugar preminente entre las*

<sup>6</sup> « Decreto disponiendo que se establezca en Lima una Escuela Normal Central », 6 juillet 1822, Archivo Digital de la Legislación del Perú (ADLP), [www.leyes.congreso.gob.pe (consulté le 15/12/15)].

<sup>7</sup> Rosas Lauro, *op. cit.*

*grandes sociedades del linaje humano, decreta [...] se establecerá un gineceo, es decir escuela de mujeres para la educación de las jóvenes peruanas*<sup>8</sup>.

Le développement des écoles péruviennes est dès lors assez rapide. Bien évidemment, l'effort se concentre sur l'éducation des garçons. Le nombre d'écoles de garçons et le taux de scolarisation des garçons sont par conséquent bien supérieurs à ceux qui concernent les filles (cf. Figure n° 1). L'augmentation des écoles va de pair avec l'accroissement du nombre d'élèves. Durant la même période, plus de 18 500 nouveaux élèves rejoignent ainsi les bancs de l'école. Même si le nombre d'étudiantes reste bien inférieur à celui des garçons, le taux de scolarisation féminine croît de manière significative puisqu'il est multiplié par 11,5 durant ce court laps de temps (cf. Figure n° 2)<sup>9</sup>.

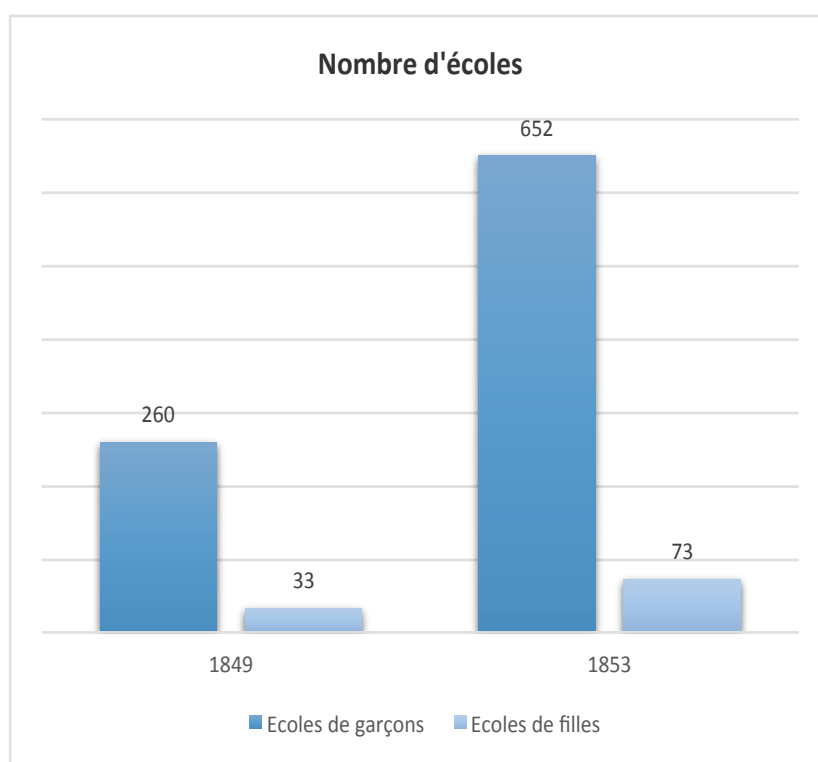


Figure n° 1 : **Nombre d'écoles au Pérou (1849-1853)**

Tableau élaboré par l'auteure à partir des données de M. Villavicencio, *Del silencio a la palabra*, p. 36.

<sup>8</sup> Décret du 6 octobre 1825, ADLP [[www.leyes.congreso.gob.pe](http://www.leyes.congreso.gob.pe) (consulté le 15/12/15)].

<sup>9</sup> Villavicencio, M., *op. cit.*, p. 36.

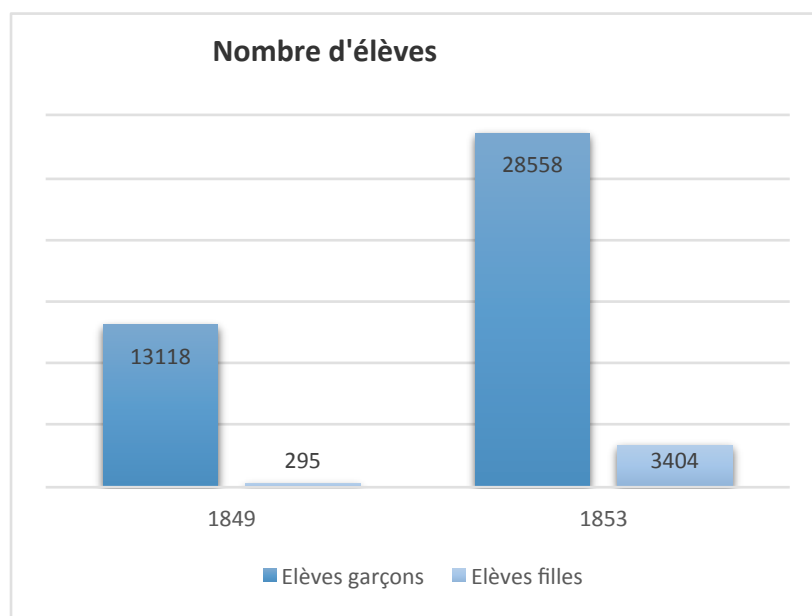
Figure n° 2 : **Nombre d'élèves au Pérou au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle**

Tableau élaboré par l'auteure à partir des données de M. Villavicencio, *Del silencio a la palabra*, p. 36.

L'instruction publique, née après l'Indépendance, traverse, dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, une phase de profonde réorganisation. Derrière cette appellation générique, on trouve différents types d'établissements. Les plus nombreux sont les écoles dites d'instruction primaire qui proposent un enseignement élémentaire, autrement dit les rudiments éducatifs qui peuvent être résumés par la formule « prier, lire et compter ». Cet enseignement de base se situe dans la continuité de l'effort produit depuis l'époque des réformes bourbonniennes. Il concerne néanmoins à partir du milieu du XIX<sup>e</sup> siècle davantage d'élèves. L'instruction primaire compte trois niveaux (*grados*) et s'effectue en cinq ans<sup>10</sup>. La gratuité et le caractère obligatoire de l'enseignement ne s'appliquent qu'au premier niveau, le deuxième et le troisième pouvant, selon les circonstances, être payants et en tout cas facultatifs. Au-dessus de ce socle se situe un second ensemble, en cours de développement au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle et dont la frontière avec l'instruction primaire est encore floue. Il s'agit des lycées (*colegios*) destinés aux enfants de familles aisées ou à des élèves de familles plus modestes ayant suivi avec brio les études primaires. Cet enseignement intermédiaire (*instrucción media*) entre le cycle primaire et le supérieur est quasi exclusivement réservé aux garçons. En effet, jusqu'à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, l'éducation du second cycle (*instrucción media*) correspond pour les filles au troisième degré

<sup>10</sup> « Reglamento General de Instrucción Pública », 6 novembre 1886, ADLP [www.leyes.congreso.gob.pe (consulté le 22/12/2015)].

(*tercer grado*) de l'instruction primaire<sup>11</sup>. En effet, l'éducation des filles ne se justifie pas pour elle-même comme dans le cas masculin, mais elle fait office d'investissement dans l'avenir. Son importance découle de la mission dévolue aux mères de transmettre à leurs enfants les premiers rudiments de l'instruction. Dans ces conditions, elle ne doit pas être trop poussée comme le rappelle Juana Rosa de Amézaga :

*La mujer debe principiar por hacer un estudio profundo y respetuoso de la religión, y después debe procurar adquirir no solamente esos conocimientos que constituyen la instrucción primaria y sin los que es imposible vivir en sociedad, sino todos aquellos que no estén en oposición con la piedad, la ternura, el pudor, la modestia y la delicadeza que son en ella no solo poderosos y dulces atractivos, sino ineludibles deberes; y cuando esté suficientemente ilustrada, puede tratar sin temor, aunque siempre con discreción y modestia, todas aquellas materias que conoce y puede explicar con lucidez; sin atreverse nunca sin embargo, a tocar cuestiones superiores a su inteligencia; porque si esto es en el hombre una falta grave y de funestas consecuencias, en ella es además una necedad imperdonable<sup>12</sup>.*

En ce qui concerne le cursus de l'instruction primaire, les matières ont les mêmes intitulés pour les garçons que pour les filles. Le programme national en cours d'organisation à cette époque prévoit des cours de lecture et d'écriture, des notions d'arithmétique et d'algèbre, des notions de grammaire et de langue castillane ainsi que des cours de doctrine chrétienne, d'urbanité et d'hygiène. Mais c'est dans la façon de transmettre les enseignements que les différences s'expriment. La mission et le rôle assignés aux hommes et aux femmes dans la société dictent la pédagogie et l'orientation des cours proposés. C'est pourquoi par exemple les cours de religion, d'économie et d'urbanité s'adressent principalement aux femmes. Et, en tout état de cause, la formation des filles tend à être plus répétitive et moins variée que celle des garçons au-delà du premier degré (*primer grado*). Ainsi par exemple, en 1857, on compte à Lima neuf lycées pour « demoiselles » (*señoritas*) qui accueillent un total de 560 élèves<sup>13</sup>. Les jeunes filles suivent des cours de grammaire castillane, de rhétorique, d'arithmétique, de géométrie, de géographie et d'histoire comme dans le premier cycle. S'ajoutent à cela des cours de couture et de broderie et, dans certains établissements, ceux de langues (français et/ou anglais), musique et danse. Cette éducation vise à freiner les « ardeurs » féminines et à leur inculquer la pudeur et la bienséance, c'est-à-dire à réprimer toute forme d'affirmation personnelle. Cependant, un certain nombre de changements permettent à un groupe de femmes des couches intermédiaires de la société de contrer ces injonctions et de se hisser au-delà de cette limite.

<sup>11</sup> *Ibid.*

<sup>12</sup> De Amézaga, Juana Rosa, « El talento de la mujer », *El Album. Revista semanal para el bello sexo*, An 1, n° 8, 11 juillet 1874, p. 1.

<sup>13</sup> « Razón de los colegios particulares para ambos sexos », AGN, Ministerio de Justicia, Beneficencia e instrucción (1826-1906), R. J., Ramo 3.8, Dirección general de estudios, 1855-1865, 59 (192).

### Diplôme et emploi salarié aux sources de l'émancipation féminine

Comme il a été signalé précédemment, les femmes se trouvent limitées si elles veulent poursuivre leurs études au-delà de l'école primaire. L'Université péruvienne leur a d'ailleurs fermé ses portes jusqu'en 1908. Il y a eu certes quelques initiatives particulières mais qui montrent bien que l'accès des femmes aux études supérieures s'apparente à une gageure. La cusquénoise Trinidad María Enríquez (1846-1891) paye par exemple lourdement le prix de sa hardiesse. Fille d'une riche famille de Cusco, Trinidad Enríquez fait ses études primaires au Colegio de Educandas de Cusco. Elle fonde ensuite sa propre école secondaire où elle peut conclure sa formation de second cycle, tout en formant des jeunes filles moins aisées<sup>14</sup>. En 1875, la jeune femme obtient l'autorisation gouvernementale pour pouvoir s'inscrire à la faculté de droit de l'université San Antonio Abad de Cusco. Elle y suit ses études et, en 1878, elle entame les démarches pour l'obtention du diplôme du baccalauréat en droit. Les autorités administratives le lui refusent néanmoins sous prétexte qu'elle ne pourra jamais exercer au barreau<sup>15</sup>. Enríquez meurt ainsi en 1891 sans avoir jamais pu recevoir son diplôme.

Les initiatives de ce type s'avèrent exceptionnelles et réservées à des personnalités fortes disposant d'un capital économique et culturel important. Et même dans ce cas, le succès n'est jamais assuré. Aussi, plus nombreuses sont d'autres stratégies, qui évitent l'affrontement direct et privilégient le contournement voire la mobilisation des normes de genre en vigueur. Dans le cas des femmes des couches intermédiaires et supérieures de la société péruvienne du XIX<sup>e</sup> siècle, elles optent pour le compromis. La conquête de l'espace public passe ainsi par leur investissement dans le domaine du *care*. Le terme de *care*, qui vient du verbe anglais « *to care* », désigne une attitude envers autrui que l'on peut traduire en français par les termes d'« attention » ou de « soin »<sup>16</sup>. Dans une vision essentialiste des sexes, le domaine du *care* apparaît comme un espace qui mobiliserait des prédispositions et des aptitudes féminines telles que le soin d'autrui (la santé) ou l'éducation, ontologiquement liées à « la femme ». Les femmes péruviennes du XIX<sup>e</sup> siècle adhèrent à cette vision et l'utilisent pour investir de nouveaux espaces. Parallèlement à ce processus, l'école et l'hôpital quittent la sphère religieuse, deviennent des espaces publics et passent sous l'autorité de l'État. Les femmes des couches sociales supérieures et intermédiaires profitent de ce mouvement pour se positionner dans ces lieux récemment ouverts aux laïcs mais toujours marqués par les normes de genre. Aussi, dans les

<sup>14</sup> Valladares Chamorro, «La incursión de las mujeres...», *op. cit.*, p. 114.

<sup>15</sup> *Ibid.*, p. 115.

<sup>16</sup> Sur ce sujet, cf. Paperman, P. et Laugier, S. (dir.), *Le Souci des autres. Éthique et politique du care*, Paris, Éd. de l'EHESS, 2005 ; Garrau, M. et Le Goff, A., *Care, justice et dépendance. Introduction aux théories du care*, Paris, PUF, 2010, p. 5.

espaces que sont l'école ou l'hôpital, la présence des femmes est tolérée dans certaines circonstances. C'est par ce biais que s'inscrit l'entrée des femmes dans l'espace public. Il n'est guère étonnant dans ces conditions que les premières professions ouvertes sans trop d'entraves aux femmes soient l'enseignement et l'obstétrique. C'est pourquoi aussi les femmes ayant bénéficié de l'instruction défendent fermement la sécularisation de l'enseignement.

De fait, l'enseignement est la voie privilégiée par les femmes des couches intermédiaires et supérieures pour éviter le déclassement, fuir un foyer trop oppressant ou trouver une occupation reconnue socialement. Les institutrices figurent progressivement comme un corps doté d'une reconnaissance officielle comme le prouve le recensement de 1876 où elles sont regroupées dans une seule catégorie (cf. Figure n° 3). Certaines femmes s'investissent entièrement dans cette profession qui leur procure un véritable épanouissement personnel.

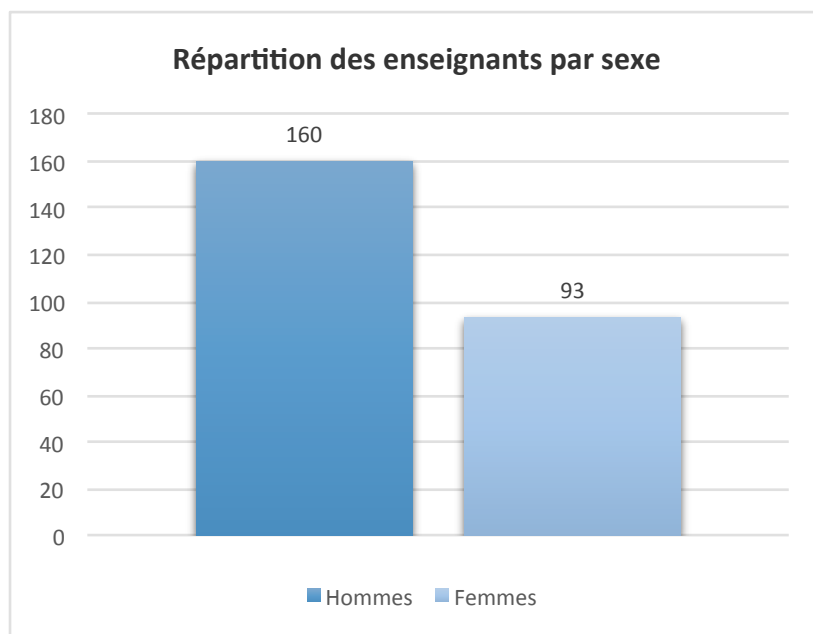


Figure n° 3 : **Répartition des enseignants par sexe (1876)**

Censo general de la República del Perú, formado en 1876, *Lima : Imp. del Teatro, 1878*.

C'est le cas de Luisa Beauséjour (1830-1916), fille d'un immigré français. À son arrivée à Lima, celui-ci fonde une école de garçons qui acquiert une bonne réputation. Charles Jude Beauséjour a deux filles qui reçoivent une éducation soignée. À la mort de leur père, elles héritent de l'école et décident de la maintenir en activité. Luisa, qui est célibataire,

se charge en 1850 de la direction de l'établissement et opte pour le transformer en une institution pour filles. Elle s'investit pleinement dans son métier et parvient à faire rayonner l'école. Elle s'attaque par ailleurs au programme d'études qu'elle estime être trop limité pour les filles : elle souhaite plutôt élargir le champ des connaissances de ses élèves. C'est pourquoi elle s'entoure de professeurs reconnus comme Agustín de la Rosa Toro. Ce dernier, soucieux de développer l'enseignement des sciences naturelles dans les lycées de filles, rédige les manuels pour ce cours qu'il fait imprimer en France<sup>17</sup>. En 1857, l'école Beauséjour accueille déjà 40 élèves. Le personnel est composé de neuf enseignants dont trois femmes<sup>18</sup>. Et Luisa se consacre pleinement à l'enseignement qui devient son activité principale.

On retrouve le même investissement personnel dans le cas de la religieuse française Hermasie Paget. Celle-ci est originaire de Sombacour (commune du département du Doubs) en 1828<sup>19</sup>. Elle est la cadette d'une famille de douze enfants dont deux autres se sont également engagés dans la voie religieuse. Sa sœur aînée Thaïs est la première à intégrer la congrégation des Sacrés Cœurs. Elle intègre une expédition missionnaire à destination de l'Océanie qui quitte la France en 1842 mais le bateau ne parvient jamais à bon port. Hermasie intègre quant à elle le noviciat de Picpus en 1848. Peu de temps après sa profession de foi, elle est désignée pour partir à destination du Pérou, à la tête d'un groupe de religieuses. Aussi, en juillet 1849, Hermasie et ses sœurs prennent le chemin de l'Amérique à bord du navire « Mers du Sud ». Au cours de la traversée, elle fête son 21<sup>e</sup> anniversaire.

Dès son arrivée au Pérou en 1850, Hermasie est nommée directrice du pensionnat et chargée de l'instruction des novices à l'école de la congrégation. Le lycée Belén avait été fondé deux années auparavant et la jeune religieuse se consacre toute sa vie durant à son développement. Sept ans après son arrivée, il est devenu le lycée de filles le plus important de la capitale, en nombre d'élèves et de personnel car il accueille 260 élèves formées par 26 religieuses dont la directrice elle-même<sup>20</sup>. Le dynamisme et ses qualités de gestionnaire assurent à Hermasie la possibilité d'ascension dans l'échelle de sa congrégation : en 1854, alors qu'elle n'a que 26 ans, elle devient supérieure des Sacrés Cœurs. L'État péruvien accompagne l'effort éducatif de la congrégation en finançant 12 bourses d'études. Le prestige de l'école s'accroît encore au cours des décennies suivantes. De fait, les enseignements proposés aux jeunes étudiantes figurent parmi les plus variés de la capitale. À la

---

<sup>17</sup> García y García, E., *La mujer peruana a través de los siglos*, Lima, Imp. Americana, 1925, t. II, p. 796.

<sup>18</sup> «Razón de los colegios...», *op. cit.*

<sup>19</sup> Congregación Sagrados Corazones, [www.sccc.es/hermasie.php (consulté le 18/01/15)].

<sup>20</sup> «Razón de los colegios...», *op. cit.*

base déjà présentée précédemment, s'ajoutent des cours d'écriture, de littérature, d'histoire ancienne, moderne et contemporaine, ainsi que des cours de français<sup>21</sup>. Le travail éducatif d'Hermasie est reconnu au niveau national puisqu'en 1877, elle est décorée avec la médaille de meilleure enseignante de la République<sup>22</sup>.

Un troisième exemple de pédagogue dévouée à l'enseignement est celui de Teresa González de Fanning (1836-1918). Fille d'un professeur et chirurgien espagnol, elle passe son enfance dans une hacienda où elle s'initie à la littérature classique. Teresa se marie très jeune – elle a tout juste 16 ans – à un militaire de la marine, appartenant à une bonne famille du nord du Pérou, Juan Fanning. De cette union naissent deux enfants. À la suite d'une rébellion des ouvriers agricoles de l'hacienda, la famille Fanning se voit contrainte de quitter le Nord pour la capitale. Les conditions du voyage se révèlent assez éprouvantes et les deux enfants Fanning y périssent. Peu de temps après, Juan Fanning est mobilisé lors de la Guerre du Pacifique (1879-1883) où il meurt durant une bataille<sup>23</sup>. Teresa González se retrouve donc seule et en proie au déclassement. Pour pallier cette situation, elle décide d'ouvrir une école, le Liceo Fanning, dont elle assure la direction jusqu'en 1892. Le lycée devient au début du XX<sup>e</sup> siècle l'établissement éducatif féminin le plus important de Lima. On y enseigne les mathématiques, la grammaire, la géographie, l'économie domestique, l'histoire du Pérou et le catéchisme, avec des manuels rédigés par Teresa González elle-même. Plusieurs questions mobilisent l'intérêt de la directrice, à savoir l'éducation pour toutes les femmes, le rôle de l'État dans l'instruction primaire, la nécessité de la sécularisation de l'enseignement ainsi que l'éducation populaire pour les jeunes filles des catégories sociales moins aisées<sup>24</sup>.

On voit, à travers ces exemples, comment certaines femmes parviennent à sortir du foyer et de l'assignation au rôle d'épouses ou de mères grâce à l'enseignement. Dans les trois cas évoqués, il s'agit de femmes seules. Pour autant, elles ne transgressent que partiellement les normes sociales établies puisqu'elles demeurent dans la sphère de formation et de soin des jeunes filles. De plus l'établissement scolaire reste calqué sur le modèle de couvent qui accueille nombre d'étudiantes pensionnaires. Il en va de même avec les sages-femmes diplômées, profession née au lendemain de l'indépendance.

---

<sup>21</sup> *Ibid.*

<sup>22</sup> Congregación Sagrados Corazones, [www.sccc.es/hermasie.php (consulté le 18/01/15)].

<sup>23</sup> Basadre Grohmann, J., *Historia de la República del Perú, 1822-1933*, 8<sup>e</sup> éd., Université Ricardo Palma, 1998, t. 14, p. 3391.

<sup>24</sup> González de Fanning, T., *Educación femenina. Colección de artículos pedagógicos, morales y sociológicos*, Milton Keynes: Lightning Source, s.d.

### Une nouvelle profession reconnue et valorisée socialement : les sages-femmes diplômées

En effet, en 1826 est fondée à Lima la première Maternité du monde hispanique avec l'appui de l'État<sup>25</sup>. Elle associe un hospice et une école de sages-femmes. Un certain nombre de jeunes femmes y voient la possibilité de poursuivre des études et d'exercer une profession qui leur accorde une rémunération et une reconnaissance sociale. En effet, après les trois années d'études primaires obligatoires, les jeunes femmes peuvent se présenter à l'examen d'entrée de l'École de la Maternité qui est rattachée à la faculté de médecine de l'Université de San Marcos. La formation, théorique et clinique, se déroule en quatre ans. L'anatomie est au cœur de la formation théorique des sages-femmes. Durant les années d'études, elles reçoivent des cours sur les accouchements eutociques, dystociques ainsi que les soins à prodiguer aux nouveau-nés et aux parturientes. Parallèlement, les étudiantes interviennent en salle d'accouchement dès leur entrée à l'école. Ainsi elles ont pu assister, durant leur formation, une cinquantaine d'accouchements en moyenne. Cette formation leur permet de se distinguer à la fois des accoucheuses traditionnelles – écartées de l'École de la Maternité car elles ne savent souvent ni lire ni écrire – et des médecins qui manquent fortement de pratique. Par conséquent, en matière d'accouchement et d'obstétrique, les sages-femmes diplômées se trouvent en position de force face aux médecins et aux accoucheuses. À l'issue de la formation, les étudiantes reçoivent le titre de sages-femmes et elles sont habilitées à exercer dans tout le Pérou. La formation attire de plus en plus de femmes au cours de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle (cf. la Figure n° 4).

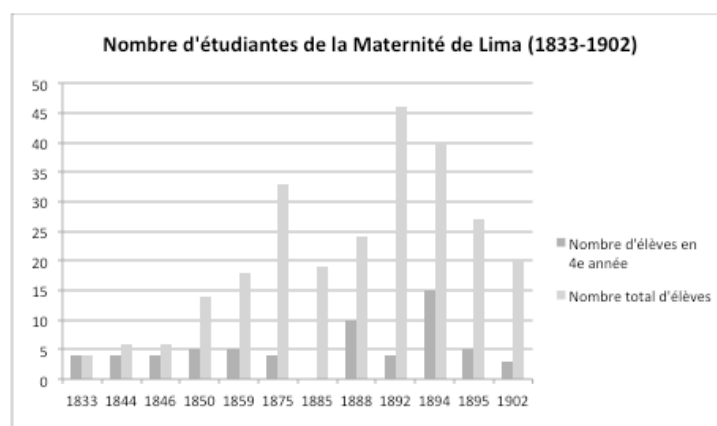


Figure n° 4 : **Nombre d'étudiantes de la Maternité de Lima (1833-1902)**

Tableau élaboré par l'auteure à partir des données de différentes publications  
(*El Telégrafo de Lima*, *Gaceta Médica de Lima* et *La Crónica Médica*).

<sup>25</sup> Sur ce sujet, cf. Quiroz-Pérez, L., « De la comadrona a la obstetriz. Nacimiento y apogeo de la profesión de partera titulada en el Perú (siglo XIX) », *DYNAMIS*, 2012, 32 (2), p. 415-437.

L'entrée à l'École de la Maternité constitue pour les jeunes femmes une ouverture de possibilités nouvelles. Tout d'abord, elle permet la poursuite des études pour celles qui ne peuvent pas ouvrir une école ou ne souhaitent pas devenir institutrices. C'est le cas par exemple de deux étudiantes de la Maternité, María F. Romero et Petronila Ponce, admises respectivement en 1884 et 1885<sup>26</sup>. La formation est par ailleurs de plus en plus sélective au cours de la seconde moitié du siècle. Ainsi, les candidates doivent non seulement présenter des certificats de scolarité mais elles doivent aussi passer un examen devant un professeur mandaté par l'Université<sup>27</sup>. Cette sélection est l'une des composantes – les autres étant liés à l'origine sociale et ethnique des accoucheuses – de la différenciation par rapport à d'autres métiers exercés par des femmes. Les sages-femmes constituent ainsi un corps d'élite et se distinguent des autres professions féminines, déclassées, à commencer par les accoucheuses traditionnelles. Les sages-femmes diplômées se trouvent donc dans la sphère de ce que le philosophe Santiago Castro-Gómez appelle le « point zéro », c'est-à-dire le pouvoir de la science occidentale moderne, de l'expertise et de l'objectivité cognitive<sup>28</sup>. Ainsi, même si elles sont subordonnées aux médecins, les sages-femmes bénéficient, par une sorte d'« irradiation », du prestige de la médecine. C'est pourquoi elles entrent dans les tribunaux de justice non plus en qualité de victimes ou de témoins mais comme expertes dans les affaires de viol ou d'infanticide par exemple. Et tout ceci sans contester l'assignation sociale pour les femmes de se consacrer au soin et à la maternité.

La profession de sage-femme attire plus particulièrement les femmes des couches sociales intermédiaires. Celles qui appartiennent à l'élite s'orientent souvent vers d'autres activités notamment l'écriture<sup>29</sup>. Pour les plus modestes, l'accès à un emploi rétribué apparaît comme une issue face au déclassement ou au manque d'héritage. Pour d'autres, c'est aussi une façon d'intégrer le marché du travail, voire une possibilité d'ascension sociale. Ainsi un certain nombre de jeunes femmes immigrées (Italiennes, Françaises ou Chiliennes) intègrent l'École de la Maternité de Lima. Dès lors, le nombre de sages-femmes croît de manière significative au cours du XIX<sup>e</sup> siècle : alors qu'elles ne sont que cinq en 1833, leur nombre atteint 260 en 1902<sup>30</sup>.

Les sources concernant les sages-femmes péruviennes sont assez limitées et lacunaires. Il est donc difficile de reconstituer les trajectoires

<sup>26</sup> Archivo Histórico Domingo Angulo, Facultad de Medicina, UNMSM, Expedientes de Matriculas (Solicitud, partida de bautizo, constancias, recibos de pago, certificados de estudios), 1885-1890, Caja: 1572 (4502).

<sup>27</sup> *Ibid.*

<sup>28</sup> Casto-Gómez, S., *La hybris del punto cero: ciencia, raza e Ilustración en Nueva Granada (1750-1816)*, Bogotá, Editorial Pontificia Universidad Javeriana, 2005.

<sup>29</sup> Denegri, Fr., *El abanico y la cigarrera. La Primera Generación de Mujeres Ilustradas en el Perú*, Lima, Centro de la Mujer Peruana Flora Tristán, 1996.

<sup>30</sup> *Anales universitarios del Perú*, t. XXX, Lima, Impr. Liberal, 1903.

de ces femmes. Les documents existants dévoilent néanmoins des capacités d'action féminines dignes d'être soulignées. Elles permettent tout particulièrement d'appréhender l'articulation entre les différents niveaux du champ social. Ainsi, au niveau global, les études sur le politique et tout particulièrement le droit révèlent l'affirmation du contrôle de l'État et du patriarcat dans la société péruvienne du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>31</sup>. Et pourtant, à une plus petite échelle, des évolutions se dessinent et nuancent ce tableau homogène. C'est ce que l'on observe à travers le cas d'Isidora Martínez (1822-1880).

Cette dernière est une sage-femme originaire de Lima<sup>32</sup>. Elle entre à l'École de la Maternité en 1847. Elle suit la formation de quatre ans et obtient le diplôme de sage-femme en 1850. Elle se marie quelques mois plus tard – à l'âge de 29 ans – mais elle ne quitte pas pour autant son travail<sup>33</sup>. Au contraire, elle met au monde trois enfants tout en travaillant d'arrache-pied à la Maternité. Elle gravit les échelons de la carrière de sage-femme et, en 1862, devient chef du service et professeure d'accouchement. Grâce à sa profession, elle peut investir différents espaces jusque-là réservés uniquement aux hommes. Les sages-femmes péruviennes sont certainement les premières femmes à avoir franchi les portes de l'Université. Elles ne sont certes pas des étudiantes à part entière mais elles côtoient les étudiants et les professeurs de la faculté de médecine. En tant que professeure d'obstétrique, Isidora Martínez est certainement la plus importante spécialiste de la naissance à Lima. Cette autorité scientifique conduit à l'évolution des rapports de sexe au sein de l'hôpital. Les médecins ont d'ailleurs très vite pris conscience de la concurrence des sages-femmes et se sont mobilisés pour imposer leur domination dans les salles d'accouchement. La compétence acquise par les accoucheuses diplômées est par ailleurs reconnue hors de l'institution hospitalière. Ainsi, à partir du milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, des sages-femmes sont appelées par les juges pour présenter des expertises se rapportant à la physiologie féminine. Cela constitue un véritable tournant puisque jusqu'alors les femmes n'étaient convoquées dans les tribunaux que comme témoins.

Par conséquent, à partir du milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, certaines femmes péruviennes sortent de l'ombre de leur foyer. Leur visibilité s'accroît dans l'espace public. Cela s'accompagne d'une affirmation progressive de leur autonomie sociale mais aussi au sein du couple comme dans le cas d'Isidora Martínez. L'indépendance économique de la sage-femme et sa progressive prise de pouvoir à la Maternité semblent avoir pesé sur les

---

<sup>31</sup> Aguirre, C., *Dénle duro que no siente: poder y transgresión en el Perú Republicano*, Lima, AFINED, Fondo de Investigadores y Editores, 2008 ; Mannarelli, M. E., *Limpías y modernas: género, higiene y cultura en la Lima del novecientos*, Lima, Flora Tristán, 1999 ; Arnaud-Duc, N., « Les contradictions du droit », in : Fraisse, G. et Perrot, M., *Histoire des femmes en Occident*, IV. *Le XIX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Plon, 1991, p. 101-139.

<sup>32</sup> Quiroz-Pérez, L., « Isidora Martínez, une femme en quête de liberté dans le Pérou du XIX<sup>e</sup> siècle », *Arenal. Revista de Historia de las Mujeres*, vol. 22, n° 2, 2015, p. 231-246.

<sup>33</sup> Archivo Arzobispal de Lima, « Pliego matrimonial Carrillo-Martínez (1851) ».

relations avec son mari au point de la conduire à demander le divorce. Elle prépare un dossier très détaillé qu'elle présente au juge ecclésiastique pour demander la séparation. Le dossier s'accommode parfaitement aux articles du Code civil, ce qui atteste de sa connaissance des textes juridiques. Face à un dossier aussi bien ficelé, le juge lui accorde – fait plutôt exceptionnel dans le cas d'une demande émanant de l'épouse – le divorce<sup>34</sup>.

En comparaison avec les cas des institutrices, l'exemple des sages-femmes montre un plus haut degré d'autonomisation qui n'est pas dû à la nature du métier, puisque tous les deux se rattachent au domaine du *care*. La différence réside plutôt dans les conditions d'exercice des deux professions. Le cadre scolaire, comme cela a déjà été signalé, s'apparente beaucoup à l'espace conventuel et les institutrices et les directrices font office, au sens propre comme au figuré, de mères supérieures. Le contrôle des professeuses s'avère plus aisé que dans le cas des sages-femmes. Celles-ci interviennent non seulement à toute heure mais l'exercice de leur profession demande souvent le déplacement dans l'espace urbain ou périurbain. Par ailleurs, l'accès à un revenu plus ou moins fixe et conséquent semble déterminant dans l'affranchissement des femmes. Isidora Martínez parvient non seulement à entretenir sa famille de trois enfants mais aussi à payer l'éducation de ces derniers dans de bonnes écoles de la capitale. Et à la fin de sa vie, la sage-femme a acquis un niveau de patrimoine qui la situe dans la petite bourgeoisie sans avoir eu le soutien financier de son mari<sup>35</sup>.

## Conclusion

En somme, dans le courant du XIX<sup>e</sup> siècle se produit une révolution silencieuse dans l'histoire des rapports de genre. Des femmes refusent d'être uniquement des épouses et des mères, et s'investissent dans d'autres domaines comme les études ou la profession. Plusieurs facteurs expliquent cette évolution. En premier lieu, l'accès des femmes à l'éducation élargit leur horizon et leur ouvre des perspectives nouvelles. Les femmes dont il est question dans cet article appartiennent à une minorité ethnique – les créoles – et sociale – la bourgeoisie. Grâce à ces appartenances, elles ont pu bénéficier d'une plus grande marge d'action que les femmes des autres catégories sociales. Ainsi, l'instruction de ces femmes est possible grâce au soutien financier des familles. Pour les plus aisées, le fait de disposer d'un capital financier significatif conditionne la possibilité de se soustraire aux obligations familiales et de se consacrer aux études. Pour finir, l'entrée des femmes dans l'espace public ne concerne pas tous les domaines de la *res publica* mais uniquement ceux rattachés au *care*.

<sup>34</sup> Archivo Arzobispal de Lima, «Espediente seguido por Doña Isidora Martínez contra su esposo D. Juan Mata Carrillo sobre divorcio» (1862).

<sup>35</sup> AGN, Archivo notarial, «Testamento de Isidora Martínez», notaire Manuel Orellana, n° 302.

Il n'en demeure pas moins que ces femmes diplômées et ayant une profession reconnue socialement explorent et investissent des territoires nouveaux. Elles ouvrent des portes que vont franchir, dans les décennies suivantes, d'autres femmes moins aisées. Par leur capacité d'action, leur agentivité, ces femmes ont mis en branle des processus d'autonomisation et d'émancipation jamais connus à une telle échelle dans l'histoire du Pérou. Cependant, cette première génération de femmes affranchies ne constitue pas un ensemble homogène qui se soit engagé dans le féminisme. On observe ainsi un décalage entre les trajectoires et comportements transgressifs de ces femmes et leur absence d'engagement politique. Leur combat se situe pour l'heure dans l'élargissement de l'éducation à toutes les femmes. Il faut attendre le début du XX<sup>e</sup> siècle pour que des femmes franchissent le pas de l'action et luttent ouvertement pour la « cause des femmes » comme dans le cas de María Jesús Alvarado (1878-1971), pionnière du féminisme péruvien.

### Bibliographie

- « Agency : un concept opératoire dans les études de genre ? », *Rives méditerranéennes*, 41-1, 2012.
- Casto-Gómez, Santiago, *La hybris del punto cero: ciencia, raza e ilustración en Nueva Granada (1750-1816)*, Bogotá, Editorial Pontificia Universidad Javeriana, 2005.
- Espinoza, G. Antonio, *Education and the State in Modern Peru: Primary Schooling in Lima, 1821- c. 1921*, New York, Palgrave Macmillan, 2015.
- Garrau, Marie et Le Goff, Alice, *Care, justice et dépendance. Introduction aux théories du care*, Paris, PUF, 2010.
- Lionetti, Lucía, «La educación de las mujeres en América Latina: formadoras de ciudadanos», in: Morant, Isabel (dir.), *Historia de las mujeres en España y América Latina*, III. Del siglo XIX a los umbrales del XX, Madrid, Cátedra, 2006, p. 849-869.
- Quiroz-Pérez, Lissell, «De la comadrona a la obstetriz. Nacimiento y apogeo de la profesión de partera titulada en el Perú (siglo XIX)», *DYNAMIS*, 2012, 32 (2), p. 415-437.
- , «Isidora Martínez, une femme en quête de liberté dans le Pérou du XIX<sup>e</sup> siècle», *Arenal, Revista de Historia de las Mujeres*, vol. 22, 2/2015, p. 231-246.
- Rosas Lauro, Claudia, «Educando al bello sexo: la mujer en el discurso ilustrado», in: O'Phelan Godoy, Scarlett (comp.), *El Perú en el siglo XVIII. La era borbónica*, Lima, IRA-PUCP, 1999, p. 369-413.
- Valladares Chamorro, Odalis, «La incursión de las mujeres a los estudios universitarios en el Perú: 1875-1908», *Cuadernos del Instituto Antonio de Nebrija*, 15/1, 2012, p. 105-123.
- Villavicencio, Maritza, *Del silencio a la palabra: mujeres peruanas en los siglos XIX y XX*, Lima, Centro de la Mujer Peruana Flora Tristán, 1992.

**RÉSUMÉ / MOTS-CLÉS**

L'effort éducatif déployé par les autorités au pouvoir au Pérou depuis les réformes bourbonniennes s'adresse principalement aux hommes mais il déborde vite ce cercle pour concerner les femmes. Celles-ci reçoivent une éducation différente, conformément aux normes sociales et de genre en vigueur. Cela étant, en accédant à la culture légitime, de nouvelles possibilités s'ouvrent à certaines d'entre elles. Cet article analyse le rôle de l'éducation et de l'accès à un diplôme et à une profession dans le processus d'autonomisation et d'affirmation des femmes péruviennes à travers le parcours d'institutrices et de sages-femmes du XIX<sup>e</sup> siècle.

Pérou, XIX<sup>e</sup> siècle, Éducation, Institutrices, Sages-femmes

**RESUMEN / PALABRAS CLAVES**

El esfuerzo educativo desarrollado por las autoridades en el poder en el Perú desde la era borbónica se dirigió principalmente a los varones pero derivó rápidamente hacia las mujeres. Estas recibieron una educación diferente, en conformidad a las normas sociales y de género vigentes entonces. Sin embargo, al acceder a la cultura legítima, nuevas posibilidades se abren a algunas de ellas. El artículo analiza el papel de la educación y del acceso al título y a una profesión en el proceso de emancipación de las mujeres peruanas, estudiando en particular las trayectorias de maestras y parteras del siglo XIX.

Perú, Siglo XIX, Educación, Maestras, Parteras

**ABSTRACT / KEYWORDS**

The educational effort made by the authorities in power in Peru since the Bourbon era was mainly for men but quickly drifted toward women. They received a different education, according to social and gender norms in force then. However, when accessing legitimate culture, new possibilities opened for some of them. This paper analyzes the role of education and access to a diploma and a profession in the Peruvian women's emancipation process, particularly by studying the trajectories of teachers and midwives during the 19<sup>th</sup> century.

Peru, 19<sup>th</sup> century, Education, Teachers, Midwives